

e - ORANGE SANGUINE !



le feuillet rapide et solidaire de la section du SN Union SNUI / SUD TRESOR ▶

COMPTE-RENDU DE CONFERENCE DE PRESSE DEPARTEMENTALE

Cher(e)s adhérent(e)s, cher(e)s collègues,

vous avez reçu en fin de semaine passée le mot d'ordre pour la journée d'action du 21 janvier 2010, avec grève et manifestation.

Nous vous transmettons ci-joint le tract départemental des trois organisations appelantes pour cette journée de grève :

La **CGT** Fonction Publique 28

US SOLIDAIRES EURE-ET-LOIR (incluses : sections SN UNION **SNUI / SUD TRESOR 28** - SNA BF **SOLIDAIRES 28** (Banque de France) - SUD RAIL Chartres - SUD EDUCATION 28)

FSU 28 (Education)

Nous avons été conviés avec l'intersyndicale Fonction Publique eurélienne à une conférence de presse le lundi 18 janvier à 10 H 00 (République du Centre) au cours de laquelle nous avons collectivement dénoncé devant la presse locale :

- la dogmatique ultra-libérale du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, créant des situations intenable dans les services (Education, Santé, DGFIP, etc.).

A ce titre, les représentants de l'Union SNUI / SUD TRESOR 28 - présents à cette conférence de presse, porte-parole de SOLIDAIRES au plan local - ont expliqué la résultante de cette politique pour la future DDFIP 28, avec une perte en continue de 100 emplois en 8 années pour ce qui est de la seule filière fiscale, soit environ 20 % des effectifs de départ de cette même filière.

- Le départ de pans entiers du service public au détriment des zones rurales (cf. la carte des suppressions de trésoreries affichées par le SNUI / SUD TRESOR 28 dans les locaux / supplément n°934 de l'Unité du 5 janvier 2010 - page 2 - la filière gestion publique n'ayant pas été épargnée non plus), et la perte de repères au sein de services de plus en plus abandonnés sans moyens suffisants pour assurer les tâches quotidiennes.

A ce titre, les représentants de l'Union SNUI / SUD TRESOR 28 ont cité entre autres les énormes difficultés vécues par les collègues dans les services de gestion de la fiscalité des professionnels, alors même qu'il n'y a pas de bonne politique de contrôle fiscal sans une bonne et saine organisation des services de gestion. Ce dogme du "non remplacement d'un fonctionnaire sur deux", pour ce qui est de la DGFIP, entre en complète contradiction avec l'affichage national des pouvoirs publics quant à la lutte contre la fraude fiscale.

- La lassitude pour les uns, l'écoeurement pour les autres, ces sentiments, au-delà des chiffres attendus de mobilisation (exemple de 2009), sont omniprésents chez les collègues de la Fonction Publique, que l'on appartienne à l'Education, aux Hôpitaux, à la DGFIP, à l'Equipement, à la SNCF, etc.

A ce titre, les représentants de l'Union SNUI / SUD TRESOR 28 ont rappelé que la politique destructrice d'emplois susvisée est accompagnée, en de plus en plus d'endroits, de la mise en place de bureaux en "open space" ou "plateaux", alors que toute personne sérieuse s'accorde à reconnaître que ce sont là des conditions de travail pénibles pour les agents, n'étant pas sans générer des désagrément pour l'usager (dialectique de l'accueil).

- Mandatés par l'US SOLIDAIRES FONCTION PUBLIQUE ET ASSIMILES, les représentants de l'Union SNUI / SUD TRESOR 28 ont rappelé, lors de cette conférence de presse que le Gouvernement ne peut justifier que ces suppressions d'emplois soient bonnes pour le citoyen, **le contribuable**. Nous avons expliqué que, ce qu'il faut bien se dire, c'est que les impôts - partie sensible que les agents de la DGFIP gèrent et contrôlent au quotidien, ce n'est pas une "charge" pour le contribuable pour rémunérer des postes de fonctionnaires, le raccourci est un peu facile et n'a que trop duré.

Il est temps de réexpliquer dans ce *beau pays* que les impôts, c'est un investissement collectif, lequel constitue un prix, une contribution de chacun pour des choses essentielles, quant on souhaite une démocratie moderne bien entendu, choses essentielles comme :

- créer des classes moins surchargées pour que les élèves s'y épanouissent et s'y forment en vue d'un avenir professionnel, et non pas se retrouver à 30, 35 voire plus, etc. **(point développé par la FSU 28)**.

- arrêter de brader l'hôpital public, où l'on commence à recruter des intérimaires, contractuels, CDI non statutaires, avec un hôpital qui deviendra inéluctablement moins accessible aux plus démunis sur la logique du "bénéfice" ou de "l'équilibre" l'emporte **(point développé par la CGT Santé - Sociaux 28)**.

- arrêter de supprimer des postes par milliers chaque année au sein de la DGFIP, car moins contrôler et moins gérer les deniers publics aujourd'hui, c'est se priver de recettes précieuses demain, ce sont des comptes nationaux dans le rouge, c'est abandonner toute idée d'une plus juste répartition de la richesse nationale **(point développé par le SN Union SNUI / TRESOR 28)**.

- Une pensée particulière pour un service public aujourd'hui bien compromis de par son démantèlement - vrai en local également - à savoir l'Equipement, administration dont les seuls agents disponibles, suppressions d'effectifs aidant, ne savaient pas où donner de la tête pendant les deux semaines passées. Là où il n'y a plus vraiment d'administration d'Etat pour cela, ça se voyait nettement dans le paysage, à savoir de très délicates conditions de circulation urbaine durables ... **(point développé par tous)**.

Liste non exhaustive, bien entendu !

Ont été abordées en outre certains points à l'initiative du SN Union SNUI / TRESOR 28 :

1. On ne peut pas penser au dogmatisme de ces suppressions d'emplois sans évoquer les conséquences parfois très graves générées par de telles politiques publiques, en termes de conditions de travail et de réformes organisationnelles : Il a été rappelé ainsi la casse d'un ancien très grand service public du Téléphone, on a nommé FRANCE TELECOM, et l'on a rappelé utilement devant la presse locale que ces suppressions montrées comme un bienfait par nos Gouvernants, se traduisent parfois en vies humaines !



Syndicat National Union SNUI / SUD TRESOR



2. Notre Gouvernement essaie de nous convaincre de "l'éco - attitude", vous savez, le petit machin bidule en vert en bas des courriels : Quand nos dirigeants donneront-ils - *enfin* - les moyens à l'Administration française du Rail, et créer ainsi la ligne CHARTRES - ORLEANS qui manque tant dans le paysage local ! Ca serait bien mieux et plus efficace en termes d'économies budgétaires et de couche d'ozone que les belles paroles et les petites affichettes de l'an dernier reçues en papier glacé rappelant les consignes de l'éco - attitude.

-0-

Beaucoup diront peut-être : **encore une 24 heures !** Peut-être, mais vu tout ce qui se passe, cette journée d'action est largement justifiée.

C'est pourquoi le SN Union SNUI / SUD TRESOR participe pleinement à ce mot d'ordre au plan local avec la CGT et la FSU, et appelle à la manifestation prévue le jeudi 21 janvier 2010 à 14 H 30 place des Halles.

Une prise de parole de notre organisation aura lieu à l'issue de la manifestation, et une délégation intersyndicale, dont une de SOLIDAIRES FONCTION PUBLIQUE 28 sera reçue en Préfecture vers 17 H 00 le même jour.

TOUS NOMBREUX LE 21/01/2010 POUR SOUTENIR LA FONCTION PUBLIQUE ET SES EMPLOIS, CIMENT DE TOUTE DEMOCRATIE DIGNE DE CE NOM !